20261113 InfoMigrants
https://www.infomigrants.net/fr/post/74746/en-suede-le-parlement-accepte-de-reviser-la-constitution-pour-pouvoir-revoquer-la-citoyennete-de-binationaux
Actualités


Le Parlement de Suède, à Stockholm, le 15 octobre 2026. Crédit : Reuters

En Suède, le Parlement accepte de réviser la Constitution pour pouvoir révoquer la citoyenneté de binationaux

Par La rédaction

Mercredi, le Parlement suédois a approuvé une révision de la Constitution permettant de révoquer la citoyenneté suédoise des binationaux s'ils l'ont obtenue de manière frauduleuse ou s'ils ont été condamnés pour des crimes menaçant les intérêts nationaux. Le gouvernement doit maintenant mettre la mesure en pratique par un projet de loi.

C'est une mesure qui était en réflexion au sein du gouvernement depuis un an. Mercredi 11 novembre, le Parlement suédois a approuvé une révision de la Constitution permettant de révoquer la citoyenneté suédoise des binationaux s'ils l'ont obtenue de manière frauduleuse ou s'ils ont été condamnés pour des crimes menaçant les intérêts nationaux.

Le prochain gouvernement devra désormais présenter un projet de loi pour mettre cette mesure en pratique.

Avec cet amendement, il sera possible d'introduire des lois prévoyant que la nationalité suédoise de binationaux puisse être révoquée s'ils l'ont obtenue sur une "base mensongère" ou s'ils ont été condamnés pour des crimes portant gravement atteinte aux "intérêts vitaux" de la Suède.

A lire aussi
La Suède adoucit les règles concernant les expulsions des adolescents étrangers

Le gouvernement de centre-droit sortant, dirigé par le Premier ministre Ulf Kristersson et soutenu au Parlement par les Démocrates de Suède, un parti anti-immigration, avait déclaré l'an dernier qu'il réfléchissait à des moyens de retirer la citoyenneté de binationaux condamnés dans des affaires de criminalité organisée.

Il fallait pour cela une révision de la Constitution, qui exige deux votes au Parlement, séparés par une élection. Le vote de mercredi était le second.

Gouvernement intérimaire

Ulf Kristersson dirige actuellement un gouvernement intérimaire, les partis peinant à former un nouveau gouvernement à la suite des élections du 13 septembre.

A lire aussi
Législatives suédoises : le secteur de la santé, qui dépend des étrangers, très inquiet par la montée de l'extrême droite

Il appartiendra donc au prochain gouvernement de décider de la marche à suivre, par exemple en définissant quels crimes pourraient entraîner la déchéance de la citoyenneté.

Avant même son adoption, la mesure avait été fortement critiquée par les organisations de défense des droits de l'Homme. "En pratique, la proposition créerait deux types de citoyenneté suédoise : l'une solide et l'autre faible et conditionnelle. Cela soulève de sérieuses questions quant à l'égalité devant la loi", a déclaré Aida Samani, conseillère juridique à l'ONG Civil Rights Defenders, dans un communiqué publié avant le vote de mercredi.

Multiplication des lois hostiles aux étrangers

Depuis l'afflux massif de migrants en Suède pendant la crise migratoire de 2015, les gouvernements successifs de gauche et de droite ont durci les règles en matière d'asile et d'immigration. Soutenu par les Démocrates de Suède, le gouvernement d'Ulf Kristersson a introduit des restrictions de plus en plus sévères depuis son arrivée au pouvoir en 2022.

Parmi les dernières mesures symboliques prises par les autorités suédoises : l'entrée en vigueur en juillet d'une loi permettant de retirer les titres de séjour aux migrants qui ne mènent pas une "vie honnête", l'obligation faite aux employés du secteur public à signaler à la police toute personne en situation irrégulière dans le pays ou encore l'impossibilité désormais pour les réfugiés d'obtenir la résidence permanente dans le pays.

A lire aussi
La Suède décide de durcir ses règles d'obtention de la nationalité

Stockholm a également durci l'accès au regroupement familial et a fortement augmenté l'aide financière au retour des migrants dans leur pays d'origine. Depuis le 1er janvier, en effet, la contribution de l'aide financière au retour peut atteindre 30 000 euros - contre 2 300 euros auparavant.

En parallèle, le nombre de demandes d'asile a chuté de 30% l'an dernier par rapport à l'année précédente (6 735 en 2025, contre 9 645 en 2024). L'immigration liée à l'asile en Suède reste à son niveau le plus bas depuis 40 ans. "Si je fais le bilan du mandat jusqu'à présent [entre 2022 et 2025], on constate que le nombre [de demandes d'asile] a diminué de près de 60% et que, dans le même temps, les retours ont augmenté de 60%", s'était félicité début janvier le ministre suédois de l'Intégration et des Migrations, Johan Forssell.